

CONFÉRENCES PLÉNIÈRES

(Document provisoire, version complétée disponible sous peu)



Jeudi 2 octobre

La garantie d'un revenu en Suisse

Walter Schmid, *Ancien Président de la Conférence suisse des institutions d'action sociale CSIAS et Directeur de la Hochschule Luzern-Soziale Arbeit*

...

La réinvention du social

Jacques Donzelot, *Maître de conférences en science politique à Paris X Nanterre*

Résumé

Cette contribution propose de montrer comment face à la fragilisation du salariat on assiste à une transformation des politiques sociales dans leurs deux dimensions :

- celle de la protection à travers ce qu'il est convenu d'appeler l'activation du social
- celle de l'intégration au travers la montée des politiques dites de cohésion sociale

Du fait de ces deux inflexions, c'est l'individu qui se trouve au centre des premières et le collectif qui se trouve développé par les secondes;

Il en résulte une certaine permutation du rapport entre le collectif et l'individuel tel qu'il avait été institué par l'Etat social classique.

Notice biographique

Jacques Donzelot est historien du social et sociologue de l'urbain à l'Université Paris X Nanterre. Il est directeur du Centre d'étude des politiques sociales (CEPS), du Centre d'études de documentation et d'observation sur les villes (CEDOV). Directeur de la collection « La ville en débat » aux Presses universitaires de France (PUF) depuis 2008 et membre du comité de rédaction de la revue *Esprit* depuis 1981, il est l'auteur de nombreux ouvrages de référence dont :

La police des familles, Paris, Ed. de Minuit, (1977/2005)

L'invention du social. Essai sur le déclin des passions politiques, Paris, Fayard, 1984 [2 e éd., Le Seuil 1994].

L'Etat animateur. Essai sur la politique de la ville, (avec Philippe Estèbe), Paris, Esprit, 1994

Faire société. La politique de la ville aux Etats unis et en France, Paris, Le Seuil 2003

Quand la ville se défait. Quelle politique face à la crise des banlieues ?, Paris, Le Seuil 2006 [2 e éd., poche 2008].

La France des cités, Paris, Fayard, 2013.

La pauvreté : approche, formes et facteurs explicatifs

Monica Budowski, *Professeure à l'Université de Fribourg*

Robin Tillmann, *Directeur du Panel suisse de ménages au Centre de compétences suisse en sciences sociales FORS*

Résumé

Il existe différentes façons d'approcher le phénomène de la pauvreté. Notre contribution sera basée sur des travaux menés ces dernières années et abordera trois principaux points. Premièrement, il sera question des possibles définitions et mesures de la pauvreté, notamment de certains clivages qui structurent le champ des définitions de celle-ci. Deuxièmement, nous évoquerons les avantages d'une perspective longitudinale en ce qui concerne l'étude de la pauvreté ; en particulier, en ce

qu'elle autorise la distinction entre plusieurs formes de pauvreté, plus ou moins chroniques. Troisièmement, nous présenterons les principales approches de la pauvreté et verrons en quoi elles peuvent être complémentaires. Finalement, nous concluons en soulignant la pertinence d'une politique différenciée de lutte contre la pauvreté.

Notices biographiques

Monica Budowski est professeure au domaine « Sociologie, politiques sociales et travail social » à l'Université de Fribourg. Elle fait de la recherche sur les inégalités sociales, la pauvreté, le genre, la santé et le bien-être dans une perspective comparative.

Robin Tillmann est sociologue et responsable du Panel suisse de ménages au Centre de compétences suisse en sciences sociales FORS. Ses travaux portent en particulier sur la stratification sociale, les inégalités sociales et la pauvreté.

La stratégie suisse de lutte contre la pauvreté

Gabriela Felder, Directrice du Programme national de prévention et de lutte contre la pauvreté de l'Office fédéral des assurances sociales OFAS

Résumé

Le Programme national de prévention et de lutte contre la pauvreté représente la contribution apportée par la Confédération en vue de réaliser l'objectif de réduire durablement la pauvreté dans notre pays. Il vise à compléter les efforts déployés par les cantons, les villes, les communes et les institutions privées. Son but est de mieux coordonner et mettre en réseau les activités des différents acteurs, afin d'améliorer à tous les échelons l'efficacité, la portée et la cohérence des mesures, sans empiéter pour autant sur le domaine de compétence des acteurs. Le programme est subdivisé en quatre champs d'action, à savoir :

1. Accès des enfants, des jeunes et des adultes à la formation
2. Intégration sociale et professionnelle
3. Conditions de vie générales
4. Mesure de l'efficacité et monitoring des mesures prises

Le programme national se fonde sur la stratégie nationale en matière de lutte contre la pauvreté qui a été élaborée en 2010 sur mandat du Parlement. Le Conseil fédéral en a décidé le lancement le 15 mai 2013 et l'a doté de 9 millions de francs pour la période de 2014 à 2018.

Notice biographique

Gabriela Felder est, depuis le 1^{er} février 2014, responsable du Programme national de prévention et de lutte contre la pauvreté, OFAS. Après des études de sciences politiques et de droit public et international aux universités de Berne et de Lille II, elle a occupé plusieurs postes dans le cadre du NCCR Democracy/EU Profiler au Zentrum für Demokratie Aarau de l'Université de Zurich et chez Politools – Political Research Network (Berne). Entre 2011 et 2014, elle a travaillé comme collaboratrice scientifique/responsable de projets dans le domaine de la famille à l'Office des affaires sociales, Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale du Canton de Berne (développement de la petite enfance, prestations de conseil pour les familles, politique familiale).

Prévenir l'exclusion : la stratégie vaudoise

Pierre-Yves Maillard, *Président du Conseil d'Etat vaudois et Chef du Département de la santé et de l'action sociale*

Résumé

Cette contribution propose de présenter les résultats et développements récents de la stratégie vaudoise pour prévenir l'exclusion. Les mesures prises lors de la législature 2007-2012 pour renforcer les dispositifs cantonaux d'aide aux familles et d'insertion professionnelle ainsi que les investissements consentis pour renforcer le pouvoir d'achat des ménages modestes et des familles commencent à porter leurs fruits: pour la première fois depuis des années, le nombre de personnes au revenu d'insertion semble se stabiliser. Il n'est pas moins important de continuer aujourd'hui à développer une politique sociale active, fortement ancrée sur la prévention de l'exclusion. Parmi les mesures développées actuellement par le canton de Vaud, on peut citer celles qui visent à atténuer les inégalités sociales, par exemple en proposant un suivi spécialisé à des jeunes dont les parents sont au RI ou, en collaboration avec le DFJC, en intervenant sur la prise en charge précoce des jeunes aux parcours scolaires chaotiques. Un autre pan d'action s'adresse à des familles avec enfants en bas âge vivant dans l'isolement social auxquelles est proposé le projet *apprendre en jouant. petits:pas*. D'autres projets visent à améliorer l'insertion dans le marché du travail des femmes au RI ayant des enfants en bas âge en les soutenant dans leurs projets professionnels et la recherche d'une solution de garde ou encore en offrant un soutien renforcé aux demandeurs d'emploi au RI. Enfin, suite aux bons résultats du programme FORJAD proposant aux jeunes au RI d'entreprendre une formation et de bénéficier d'une bourse d'étude à la place de l'aide sociale, le programme FORMAD a vu récemment le jour. Ce dernier s'adresse aux bénéficiaires du RI qui entament à l'âge adulte une formation professionnelle.

Notice biographique

Conseiller national socialiste et secrétaire syndical à partir de 1999, **Pierre-Yves Maillard** a été élu au Conseil d'Etat vaudois en automne 2004. Depuis le 1er décembre 2004, il dirige le Département de la santé et de l'action sociale (DSAS). Il est également président du Conseil d'Etat depuis le 1er juillet 2012.

En matière de politique sociale cantonale, le conseiller d'Etat s'engage en faveur du renforcement des dispositifs sociaux en amont de l'aide sociale (RI) et d'une politique d'insertion socio-professionnelle visant, notamment, la sortie du RI des jeunes adultes sans formation professionnelle par le biais de l'apprentissage et du régime des bourses d'études et celle des familles par le biais d'emplois d'insertion et le versement de prestations complémentaires pour familles (PC Familles). Ancien président de la Conférence des directeurs de la santé (CDS), Pierre-Yves Maillard plaide pour une réforme en profondeur du régime de l'assurance-maladie.

L'impact des politiques d'investissement social et d'activation sur les groupes vulnérables

Bea Cantillon, *Professeure à l'Université d'Anvers*

...

Notice biographique

Bea Cantillon est professeur de politique sociale et directrice du Centre de politique sociale Herman Deleeck à l'Université d'Anvers. Parmi ses diverses fonctions, elle est aussi Secrétaire générale de la Fondation pour les Etudes Internationales en Sécurité Sociale (FISS), coordinatrice du projet européen FP7 ImPRovE, présidente de l'Office national belge d'allocations familiales, et membre de

l'Académie Royale des Sciences. Auparavant, Bea Cantillon a aussi été Sénatrice belge (1995-1999), présidente de l'Assemblée générale de l'UFSIA (Facultés universitaires Saint-Ignace d'Anvers), et vice-présidente de l'Université d'Anvers (2004-2008). Ses recherches portent sur diverses thématiques en lien avec la pauvreté, la politique sociale, la sécurité sociale, l'Etat social et le genre.

Le rôle du travail social dans la lutte contre la pauvreté

Peter Sommerfeld, *Professeur à la Haute École de travail social de la Fachhochschule Nordwestschweiz*

Résumé

Le travail social est lié aux valeurs centrales des sociétés démocratiques. C'est ce que je chercherai à démontrer dans cette intervention pour ensuite pouvoir développer le rôle que joue, (ou plutôt pourrait jouer) le travail social dans la lutte contre la pauvreté. Avec le succès des politiques néolibérales et néo-conservatrices populistes, même lorsqu'elles ont été portées par les Socio-démocrates européens, on doit constater que les sociétés démocratiques en Europe (et ailleurs) sont devenues plus excluantes, que la pauvreté et les tendances à la désintégration se sont aggravées. Dans ce contexte socio-politique, les conditions du travail social se sont dégradées (plus de clients, diversification des problèmes sociaux, plus d'exigences de résultats etc...), et des pratiques douteuses (recours à des sanctions punitives, notamment dans la politique de l'asile) se sont développées au point où il devient nécessaire de mener une réflexion fondamentale tout d'abord sur ce que pourrait être, au niveau sociétal, une société «minimalement juste», et à partir de là, sur le rôle du travail social. Partant de Martha Nussbaum et de son « approche des capacités », je chercherai à esquisser une image différenciée de la pauvreté, notamment sur ses aspects non monétaires, et à dresser un portrait de la lutte contre cette pauvreté par le travail social qui soit en phase avec ce que je vais présenter comme «l'idée constitutive» démocratique. Ceci implique de penser le travail social d'une manière non seulement professionnelle mais aussi politique.

Notice biographique

Peter Sommerfeld est professeur de travail social à l'Institut « Travail social et santé » de la Haute École Fachhochschule Nordwestschweiz. Il est aussi le président de la Société suisse de travail social. Ses domaines de recherches couvrent un très large champ d'investigation dans plusieurs domaines du travail social, incluant notamment les théories du travail social, le travail social comme profession, le travail social et psychiatrie, ainsi que les interfaces entre théorie et pratique.

La question des working poors

Morgane Kuehni, *Professeure à la Professeur à la Haute école de travail social et de la santé — EESP — Lausanne (HES-SO)*

Résumé

En 2011, près d'un quart des personnes en situation de pauvreté exercent une activité rémunérée. La catégorie « travailleurs pauvres » est relativement récente et difficile à interpréter puisque son incidence et sa composition dépendent fortement des conventions utilisées pour définir à la fois la pauvreté et le travail. Si cette appellation met d'emblée l'accent sur l'insuffisance des revenus du travail salarié, elle masque d'autres déterminants comme une faible insertion sur le marché de l'emploi ou des charges familiales élevées. Plurielle et complexe, la question des « travailleurs pauvres » constitue aujourd'hui un défi majeur pour la protection sociale. A partir d'une recherche en cours menée auprès de famille *working poor*, il s'agira de questionner les expériences de la pauvreté laborieuse et les arbitrages opérés par les individus en regard de leurs conditions d'emploi et de travail, de leurs charges de travail domestique ou encore de leur possibilité et volonté de recourir à des revenus de transfert.

Notice biographique

Morgane Kuehni est sociologue du travail, Professeure à la Haute école de travail social et de la santé, éesp à Lausanne. Ses travaux portent sur les transformations du salariat, la précarité et la souffrance au travail. Elle dirige actuellement une recherche intitulée "Expériences de la pauvreté laborieuse et assistance publique : étude de cas dans le canton de Vaud" (projet financé par la HES-SO).

Synthèse

Ueli Tecklenburg, *Ancien Secrétaire général de la CSIAS*

Felix Bühlmann, *Professeur à l'Université de Lausanne et LIVES*

Notices biographiques

Ueli Tecklenburg, sociologue, est diplômé de l'Université de Zürich. Dans le domaine social, il a notamment travaillé à l'Institut suisse de prophylaxie de l'alcoolisme (ISPA) à Lausanne, aux Institutions universitaires de gériatrie à Genève, ainsi qu'au Département de l'action sociale et de la santé (DASS) du canton de Genève. Durant 11 ans, il a été chef de projets et ensuite adjoint au Secrétariat général du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) du canton de Vaud. De 2003 à 2010, il a occupé la fonction de Secrétaire général de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) à Berne.

Felix Bühlmann est professeur assistant à l'Université de Lausanne. Il a fait des études en sciences sociales à Genève, Berlin, Lausanne et Manchester. Ses intérêts de recherche portent sur les parcours de vie, la sociologie économique et la sociologie politique. Il est membre du PNR LIVES et travaille actuellement sur les trajectoires de vulnérabilité et les interactions entre trajectoires et identités sociales.